

À Pau, un millier de personnes contre les projets industriels faisant appel à du bois de forêt

À Pau, un millier de personnes contre les projets industriels faisant appel à du bois de forêt
Les manifestants ont montré leur opposition aux projets locaux comme E-CHO et Biochar. Et réclament une loi d'urgence de sauvegarde des forêts.

[300 il y a un an](#), un millier ce samedi. S'il fallait mesurer l'opposition aux projets industriels usant de biomasse forestière (des arbres, pour faire simple), celle-ci grandit, à constater le nombre de manifestants dans les rues de Pau. Poussée par le collectif Forêts Vivantes Pyrénées (FVP) et plusieurs ONG, la mobilisation se voulait « nationale » ce week-end, car désormais « le problème dépasse le cadre régional » confirmait dans la foule Jacques Descargues, porte-parole du collectif et ancien secrétaire général de l'ONF.

Cependant, ce sont bien deux projets locaux qui s'attirent principalement les foudres des opposants, E-CHO sur le bassin de Lacq (avec ses trois usines de production d'hydrogène et de e-biocarburants) et Biochar à Garlin (pour du charbon végétal).

Patrimoine menacé

Leur besoin de bois, dans leur procédé, ne laisse pas indifférent les défenseurs de la nature. Ceux-ci, d'ailleurs, réclament « une loi d'urgence » de sauvegarde des forêts et l'abandon des projets de ce type.

Avant le départ de la marche, depuis le parc Lawrance où plusieurs stands ont animé la journée, les organisateurs ont répété le risque pesant sur les forêts françaises, en remplaçant l'énergie fossile par l'énergie bois.

« Mais celle-ci n'est pas renouvelable. La décarbonation qu'on nous présente est, certes légale, mais pas réelle et cela va conduire à la surexploitation de la ressource forestière ». Menaçant ainsi un patrimoine, et la biodiversité, ont insisté les manifestants.

« Ce n'est pas en industrialisant la forêt qu'on va sortir du réchauffement climatique, au contraire. Il y a une certaine prise de conscience de l'importance des océans, mais il faut qu'il y en ait aussi pour la forêt. Ce sont les deux plus importants puits de carbone » a souligné Thomas Brail, fondateur du GNSA et connu pour avoir été l'un des fers de lance contre le projet de l'A69 dans le Tarn.

« Ces projets ne tiennent pas la route. Et des doutes persistent sur leur procédé. Il suffit de voir les essais d'un pilote à Dunkerque qui n'a produit qu'un litre de biocarburant par jour. Des expérimentations ont aussi été abandonnées aux Etats-Unis et au Canada » affirme Peppino Terpolilli de FVP.

« On ne mange pas assez de frites... »

« En France en 2024, il n'y a eu que 1 % de carburants dits 'durables' dans le kérosène, principalement à base d'huiles de friture usagées. Mais comme on ne mange pas assez de frites, il faut trouver d'autres matières premières durables, comme les arbres. Mais c'est une impasse » a abondé Éric Lombard, représentant du réseau international Stay Grounded⁸

« Les volumes de biomasse pour alimenter tous ces projets ne sont simplement pas disponibles » a affirmé Bruno Doucet de Canopée Forêts Vivantes. Et de déplorer sur ce sujet « une fuite en avant », notamment de l'Etat qui encourage ces opérations.

« E-CHO, qui ne pourra pas atteindre ses objectifs et qu'on finance en partie avec de l'argent public, apparaît de plus en plus comme un scandale d'Etat » nous a d'ailleurs confié Jacques Descargues. Pour lui, c'est le moment pour le faire abandonner, alors que la décision d'investir de l'industriel Elyse Energy n'est pas encore prise (ce sera courant 2026) et que les demandes d'autorisation vers l'Etat n'ont pas encore été lancées.

Mais si les feux verts tombent, « nous irons devant les tribunaux. Et ce sera très simple de démontrer que ce projet ne va rien décarboner ». Certains manifestants pointaient aussi « l'affichage », le greenwashing de ce type de projets. « On a de grands mots sur la déforestation au Brésil... Mais que va-t-on faire ici » interrogeait un militant écologiste.

Syndicats, élus, partis politiques

Dans le cortège, les opposants avaient été rejoints ce samedi par bon nombre de syndicats, partis politiques, ainsi que des élus et anciens élus. On a pu ainsi voir par exemple le maire de Billère et son prédécesseur, Billère qui a voté récemment une motion contre le projet d'Elyse Energy, à l'instar d'autres localités ou intercos comme au Pays basque.

« Si la préfecture a mis en place [un comité biomasse](#), c'est pour répondre d'ailleurs à ces inquiétudes » remarquait Peppino Terpolilli.

De son côté, Elyse Energy rappelait encore il y a peu qu'il travaillait à réduire au maximum le besoin en forêt bois, grâce à la diversification. Et mettait en avant que son projet devait réduire les émissions de carbone de l'équivalent de 378 000 voitures par an, tout en contribuant à la souveraineté énergétique française et européenne.

[Cet article est paru dans La République des Pyrénées \(site web\)](#)